

Interrogé sur les moyens d'éviter que nos données, une fois nos téléphones portables piratés, ne deviennent des armes braquées contre nous, M. Edward Snowden a déclaré :

*«Que peuvent faire les gens pour se protéger des armes nucléaires? Des armes chimiques ou biologiques? Il y a des industries, des secteurs, pour lesquels il n'y a pas de protection, et c'est pour ça qu'on essaye de limiter leur prolifération.»*

C'est tout le contraire que M. Macron encourage en précipitant le remplacement des interactions humaines par un maquis de sites administratifs, de robots, de boîtes vocales, de QR codes, d'applications à télécharger. Dorénavant, réserver un billet, acheter en ligne, exige à la fois une carte bancaire et la communication de son numéro de téléphone portable, voire de son état civil.

Il fut un temps, qui n'était pas le Moyen Âge, où l'on pouvait prendre le train en demeurant anonyme, traverser une ville sans être filmé, se sentir d'autant plus libre qu'on ne laissait derrière soi nulle trace de son passage. Et pourtant, il y avait déjà des enlèvements d'enfants, des attentats terroristes, des épidémies — et même des guerres.

Le **principe de précaution** ne connaîtra aucune limite. **Est-il très prudent, par exemple, de côtoyer dans un restaurant une personne qui aurait un jour voyagé au Proche-Orient, éprouvé des bouffées délirantes, participé à une manifestation interdite, fréquenté une librairie anarchiste?**

Le risque de ne pas terminer son repas à cause d'une bombe, d'une rafale de kalachnikov ou d'un coup de poing dans la figure n'est pas énorme, mais il n'est pas nul non plus... Faudra-t-il donc bientôt que tous les passants présentent un **«passe civique»** garantissant leur casier judiciaire vierge et l'aval de la police? Ils n'auraient plus ensuite qu'à errer tranquilles dans un musée des libertés publiques, devenues «territoires perdus de la République». SERGE HALIMI